



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Budget Implementation Act, 2024, No. 1

Loi n^o 1 d'exécution du budget de 2024

S.C. 2024, c. 17

L.C. 2024, ch. 17

Current to June 20, 2024

À jour au 20 juin 2024

Published by the Minister of Justice at the following address:
<http://laws-lois.justice.gc.ca>

Publié par le ministre de la Justice à l'adresse suivante :
<http://lois-laws.justice.gc.ca>

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to June 20, 2024. Any amendments that were not in force as of June 20, 2024 are set out at the end of this document under the heading “Amendments Not in Force”.

Shaded provisions in this document are not in force.

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité – lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 20 juin 2024. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 20 juin 2024 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

Les dispositions ombrées dans ce document ne sont pas en vigueur.

TABLE OF PROVISIONS

An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on April 16, 2024

	Short Title
1	Short title
	PART 1
	Amendments to the Income Tax Act and Other Legislation
	Income Tax Act
	Income Tax Regulations
	Coordinating Amendments
	PART 2
	Global Minimum Tax Act
	Enactment of Act
	Consequential Amendments
	Access to Information Act
	Bankruptcy and Insolvency Act
	Criminal Code
	Excise Tax Act
	Export Development Act
	Financial Administration Act
	Tax Court of Canada Act
	Customs Act
	Income Tax Act
	Canada Revenue Agency Act
	Air Travellers Security Charge Act
	Excise Act, 2001
	Underused Housing Tax Act
	Select Luxury Items Tax Act
	Coordinating Amendments

TABLE ANALYTIQUE

Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 16 avril 2024

	Titre abrégé
1	Titre abrégé
	PARTIE 1
	Modification de la Loi de l'impôt sur le revenu et de textes connexes
	Loi de l'impôt sur le revenu
	Règlement de l'impôt sur le revenu
	Dispositions de coordination
	PARTIE 2
	Loi sur l'impôt minimum mondial
	Édiction de la loi
	Modifications corrélatives
	Loi sur l'accès à l'information
	Loi sur la faillite et l'insolvabilité
	Code criminel
	Loi sur la taxe d'accise
	Loi sur le développement des exportations
	Loi sur la gestion des finances publiques
	Loi sur la Cour canadienne de l'impôt
	Loi sur les douanes
	Loi de l'impôt sur le revenu
	Loi sur l'Agence du revenu du Canada
	Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien
	Loi de 2001 sur l'accise
	Loi sur la taxe sur les logements sous-utilisés
	Loi sur la taxe sur certains biens de luxe
	Dispositions de coordination

PART 3

Amendments to the Excise Tax Act, the Excise Act, the Excise Act, 2001, the Underused Housing Tax Act, the Greenhouse Gas Pollution Pricing Act and Other Related Texts

DIVISION 1

Excise Tax Act (GST/HST)

DIVISION 2

Excise Act, Excise Act, 2001 and Other Related Texts (Alcohol, Tobacco and Vaping Products)

Excise Act

Excise Act, 2001

Regulations Relieving Special Duty on Certain Tobacco Products

Stamping and Marking of Tobacco, Cannabis and Vaping Products Regulations

Regulations Respecting Prescribed Brands of Manufactured Tobacco and Prescribed Cigarettes

DIVISION 3

Underused Housing Tax Act and Underused Housing Tax Regulations

Underused Housing Tax Act

Underused Housing Tax Regulations

DIVISION 4

Greenhouse Gas Pollution Pricing Act (Part 1)

PART 4

Various Measures

DIVISION 1

Budget Implementation Act, 2022, No. 1 (Extension of Prohibition on Purchase of Residential Property by Non-Canadians)

PARTIE 3

Modification de la Loi sur la taxe d'accise, de la Loi sur l'accise, de la Loi de 2001 sur l'accise, de la Loi sur la taxe sur les logements sous-utilisés, de la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre et de textes connexes

SECTION 1

Loi sur la taxe d'accise (TPS/TVH)

SECTION 2

Loi sur l'accise, Loi de 2001 sur l'accise et textes connexes (produits alcoolisés, du tabac et de vapotage)

Loi sur l'accise

Loi de 2001 sur l'accise

Règlement exonérant certains produits du tabac du droit spécial

Règlement sur l'estampillage et le marquage des produits du tabac, du cannabis et de vapotage

Règlement sur les appellations commerciales de tabac fabriqué et de cigarettes

SECTION 3

Loi sur la taxe sur les logements sous-utilisés et Règlement sur la taxe sur les logements sous-utilisés

Loi sur la taxe sur les logements sous-utilisés

Règlement sur la taxe sur les logements sous-utilisés

SECTION 4

Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre (partie 1)

PARTIE 4

Mesures diverses

SECTION 1

Loi n° 1 d'exécution du budget de 2022 (prolongation de l'interdiction d'achat d'immeubles résidentiels par des non-Canadiens)

	DIVISION 2		SECTION 2
	Canada Mortgage Bonds Program		Programme des Obligations hypothécaires du Canada
	National Housing Act		Loi nationale sur l'habitation
	Borrowing Authority Act		Loi autorisant certains emprunts
	Coordinating Amendments		Dispositions de coordination
	DIVISION 3		SECTION 3
	National School Food Program		Programme national d'alimentation dans les écoles
154	Bilateral agreement	154	Accord bilatéral
	DIVISION 4		SECTION 4
	Student Loan Forgiveness		Dispense de remboursement de prêts d'études
	Canada Student Loans Act		Loi fédérale sur les prêts aux étudiants
	Canada Student Financial Assistance Act		Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants
	Coming into Force		Entrée en vigueur
*161	Order in council	*161	Décret
	DIVISION 5		SECTION 5
	Canada Education Savings Act		Loi canadienne sur l'épargne-études
	Amendments to the Act		Modification de la loi
	Consequential Amendments to the Income Tax Act		Modifications corrélatives à la Loi de l'impôt sur le revenu
	Coming into Force		Entrée en vigueur
171	Order in council	171	Décret
	DIVISION 6		SECTION 6
	Bretton Woods and Related Agreements Act		Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes
	DIVISION 7		SECTION 7
	Measures Relating to Modernizing International Financial Institutions		Mesures relatives à la modernisation des institutions financières internationales
	Bretton Woods and Related Agreements Act		Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes
	International Development (Financial Institutions) Assistance Act		Loi d'aide au développement international (institutions financières)
	European Bank for Reconstruction and Development Agreement Act		Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement
	DIVISION 8		SECTION 8
	International Financial Assistance Act		Loi sur l'aide financière internationale

DIVISION 9	Export Development Act	SECTION 9	Loi sur le développement des exportations
DIVISION 10	Financial Administration Act (Exemption Related to Certain Crown Corporations)	SECTION 10	Loi sur la gestion des finances publiques (exemption relative à certaines sociétés d'État)
DIVISION 11	Financial Administration Act (Information Disclosure Requirements)	SECTION 11	Loi sur la gestion des finances publiques (exigences obligatoires en matière d'étiquetage)
DIVISION 12	Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act	SECTION 12	Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces
DIVISION 13	Private Sector Pension Plans Pension Benefits Standards Act, 1985 Pooled Registered Pension Plans Act Coming into Force	SECTION 13	Régimes de pension du secteur privé Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension Loi sur les régimes de pension agréés collectifs Entrée en vigueur
*186	Order in council	*186	Décret
DIVISION 14	Canada Pension Plan Amendments to the Act Consequential Amendment to the Canada Pension Plan Regulations Coming into Force	SECTION 14	Régime de pensions du Canada Modification de la loi Modification corrélative au Règlement sur le Régime de pensions du Canada Entrée en vigueur
196	Non-application — subsection 114(2) of Canada Pension Plan	196	Non-application du paragraphe 114(2) du Régime de pensions du Canada
DIVISION 15	Public Sector Pension Investment Board Act	SECTION 15	Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public
DIVISION 16	Consumer-Driven Banking Framework Consumer-Driven Banking Act Related Amendments to the Financial Consumer Agency of Canada Act	SECTION 16	Cadre sur les services bancaires axés sur les consommateurs Loi sur les services bancaires axés sur les consommateurs Modifications connexes à la Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada

	Coming into Force		Entrée en vigueur
*227	Order in council	*227	Décret
	DIVISION 17		SECTION 17
	Bank Act		Loi sur les banques
	DIVISION 18		SECTION 18
	Office of the Superintendent of Financial Institutions Act		Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières
	DIVISION 19		SECTION 19
	Bank of Canada Act		Loi sur la Banque du Canada
	DIVISION 20		SECTION 20
	Canada Business Corporations Act		Loi canadienne sur les sociétés par actions
	DIVISION 21		SECTION 21
	Canada Labour Code (Improving Access to Protections for Employees)		Code canadien du travail (amélioration de l'accès aux mesures de protection destinées aux employés)
	Amendments to the Act		Modification de la loi
	Transitional Provisions		Dispositions transitoires
243	Presumptions and burdens of proof	243	Présomptions et charges de la preuve
244	Section 167.1 of Canada Labour Code	244	Article 167.1 du Code canadien du travail
	DIVISION 22		SECTION 22
	Canada Labour Code (Policy on Disconnecting and Other Measures)		Code canadien du travail (politique sur la déconnexion et autres mesures)
	Amendments to the Act		Modification de la loi
	Transitional Provisions		Dispositions transitoires
256	Definitions	256	Définitions
	Coordinating Amendments		Dispositions de coordination
	Coming into Force		Entrée en vigueur
*258	Order in council	*258	Décret
	DIVISION 23		SECTION 23
	Employment Insurance Act		Loi sur l'assurance-emploi
	DIVISION 24		SECTION 24
	An Act for the Substantive Equality of Canada's Official Languages		Loi visant l'égalité réelle entre les langues officielles du Canada
	DIVISION 25		SECTION 25
	Indigenous Loan Guarantee Program		Programme de garantie de prêts pour les Autochtones
261	Loan guarantees	261	Garanties de prêts
262	Agent of His Majesty	262	Mandataire de Sa Majesté

<p>263 Non-application of provisions</p> <p>DIVISION 26</p> <p>Red Dress Alert</p> <p>264 Payments out of C.R.F.</p> <p>DIVISION 27</p> <p>Subsidiary of VIA Rail Canada Inc.</p> <p>265 Definition of subsidiary</p> <p>266 Agent of His Majesty</p> <p>267 Contracts, agreements or other arrangements</p> <p>268 Coming into force</p> <p>DIVISION 28</p> <p>Impact Assessment Act</p> <p>Amendments to the Act</p> <p>Transitional Provisions</p> <p>302 Definitions</p> <p>303 Designation of physical activity</p> <p>304 Deeming — no impact assessment</p> <p>305 Designated projects</p> <p>306 Decision statements issued before commencement day</p> <p>307 Amendment to decision statement — Impact Assessment Act</p> <p>308 Amendment to decision statement — 2012 Act</p> <p>309 Regional assessments — committee report not provided</p> <p>310 Regional assessments — Agency report not provided</p> <p>311 Strategic assessments — committee report not provided</p> <p>312 Strategic assessments — Agency report not provided</p> <p>313 Time limit — response to request for assessment</p> <p>314 Agreements or arrangements</p> <p>315 Cost Recovery Regulations</p> <p>316 Physical Activities Regulations</p> <p>317 Information and Management of Time Limits Regulations</p> <p>318 Regulations Respecting Excluded Physical Activities (Newfoundland and Labrador Offshore Exploratory Wells)</p> <p>319 Regulations</p>	<p>263 Dispositions inapplicables</p> <p>SECTION 26</p> <p>Alerte robe rouge</p> <p>264 Prélèvement sur le Trésor</p> <p>SECTION 27</p> <p>Filiale de VIA Rail Canada Inc.</p> <p>265 Définition de filiale</p> <p>266 Mandataire de Sa Majesté</p> <p>267 Contrats, ententes ou autres accords</p> <p>268 Entrée en vigueur</p> <p>SECTION 28</p> <p>Loi sur l'évaluation d'impact</p> <p>Modification de la loi</p> <p>Dispositions transitoires</p> <p>302 Définitions</p> <p>303 Désignation d'une activité concrète</p> <p>304 Fiction — pas d'évaluation d'impact</p> <p>305 Projets désignés</p> <p>306 Déclarations faites avant la date de référence</p> <p>307 Modification des déclarations — Loi sur l'évaluation d'impact</p> <p>308 Modification des déclarations — Loi de 2012</p> <p>309 Évaluations régionales — rapport du comité non présenté</p> <p>310 Évaluations régionales — rapport de l'Agence non présenté</p> <p>311 Évaluations stratégiques — rapport du comité non présenté</p> <p>312 Évaluations stratégiques — rapport de l'Agence non présenté</p> <p>313 Délai — réponse à une demande d'évaluation</p> <p>314 Accords</p> <p>315 Règlement sur le recouvrement des frais</p> <p>316 Règlement sur les activités concrètes</p> <p>317 Règlement sur les renseignements et la gestion des délais</p> <p>318 Règlement visant des activités concrètes exclues (puits d'exploration au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador)</p> <p>319 Règlements</p>
--	--

DIVISION 29		SECTION 29	
Judges Act		Loi sur les juges	
DIVISION 30		SECTION 30	
Tax Court of Canada Act		Loi sur la Cour canadienne de l'impôt	
DIVISION 31		SECTION 31	
Food and Drugs Act		Loi sur les aliments et drogues	
Amendments to the Act		Modification de la loi	
Transitional Provision		Disposition transitoire	
332	Marketing authorizations	332	Autorisations de mise en marché
	Coming into Force		Entrée en vigueur
*333	Order in council	*333	Décret
DIVISION 32		SECTION 32	
Tobacco and Vaping Products Act		Loi sur le tabac et les produits de vapotage	
Amendment to the Act		Modification de la loi	
Coordinating Amendment		Disposition de coordination	
DIVISION 33		SECTION 33	
Criminal Code (Criminal Interest Rate)		Code criminel (taux d'intérêt criminel)	
Amendments to the Act		Modification de la loi	
Coordinating Amendments		Dispositions de coordination	
Coming into Force		Entrée en vigueur	
339	Order in council	339	Décret
DIVISION 34		SECTION 34	
Money Laundering, Terrorist Financing, Sanctions Evasion and Other Measures		Recyclage des produits de la criminalité, financement des activités terroristes, contournement de sanctions et autres mesures	
SUBDIVISION A		SOUS-SECTION A	
Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act		Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes	
Amendments to the Act		Modification de la loi	
Consequential Amendments		Modifications corrélatives	
Personal Information Protection and Electronic Documents Act		Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques	
Cross-border Currency and Monetary Instruments Reporting Regulations		Règlement sur la déclaration des mouvements transfrontaliers d'espèces et d'effets	
Coordinating Amendments		Dispositions de coordination	
Coming into Force		Entrée en vigueur	
351	Royal assent or July 1, 2024	351	Sanction ou 1 ^{er} juillet 2024

SUBDIVISION B	SOUS-SECTION B
Income Tax Act and Excise Tax Act	Loi de l'impôt sur le revenu et Loi sur la taxe d'accise
Income Tax Act	Loi de l'impôt sur le revenu
Excise Tax Act	Loi sur la taxe d'accise
SUBDIVISION C	SOUS-SECTION C
Criminal Code	Code criminel
Amendments to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
367 90th day after royal assent	367 Quatre-vingt-dixième jour après la sanction
DIVISION 35	SECTION 35
Criminal Code (Motor Vehicle Theft)	Code criminel (vol de véhicules à moteur)
Amendments to the Act	Modification de la loi
Consequential Amendments	Modifications corrélatives
Canada Business Corporations Act	Loi canadienne sur les sociétés par actions
Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act	Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes
Crimes Against Humanity and War Crimes Act	Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre
Coordinating Amendments	Dispositions de coordination
Coming into Force	Entrée en vigueur
379 30th day after royal assent	379 Trentième jour suivant la sanction
DIVISION 36	SECTION 36
Radiocommunication Act	Loi sur la radiocommunication
DIVISION 37	SECTION 37
Telecommunications Act	Loi sur les télécommunications
Amendments to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*384 Order in council	*384 Décret
DIVISION 38	SECTION 38
Immigrant Stations	Postes d'attente
Corrections and Conditional Release Act	Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition
Immigration and Refugee Protection Act	Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés
Transitional Provision	Disposition transitoire
Coordinating Amendment	Disposition de coordination
Coming into Force	Entrée en vigueur
393 Fifth anniversary of royal assent	393 Cinquième anniversaire de la sanction

DIVISION 39

Measures Related to Public Debt and the Borrowing of Money

SUBDIVISION A

Financial Administration Act

SUBDIVISION B

Borrowing Authority Act

Amendment to the Act

Coordinating Amendments

DIVISION 40

Legislation Related to Financial Institutions (Diversity Disclosure)

Trust and Loan Companies Act

Bank Act

Insurance Companies Act

Coming into Force

*402 Order in council

DIVISION 41

Legislation Related to Financial Institutions (Sunset Provisions)

Trust and Loan Companies Act

Bank Act

Insurance Companies Act

DIVISION 42

Measures Related to the Canada Disability Benefit

Federal Courts Act

Tax Court of Canada Act

Department of Employment and Social Development Act

Coordinating Amendment

DIVISION 43

Controlled Drugs and Substances Act

Amendments to the Act

Transitional Provisions

416 Definitions

SECTION 39

Mesures relatives à la dette publique et à l'emprunt de fonds

SOUS-SECTION A

Loi sur la gestion des finances publiques

SOUS-SECTION B

Loi autorisant certains emprunts

Modification de la loi

Dispositions de coordination

SECTION 40

Lois relatives aux institutions financières (communication de renseignements relatifs à la diversité)

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt

Loi sur les banques

Loi sur les sociétés d'assurances

Entrée en vigueur

*402 Décret

SECTION 41

Lois relatives aux institutions financières (dispositions de temporarisation)

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt

Loi sur les banques

Loi sur les sociétés d'assurances

SECTION 42

Mesures relatives à la prestation canadienne pour les personnes handicapées

Loi sur les Cours fédérales

Loi sur la Cour canadienne de l'impôt

Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social

Disposition de coordination

SECTION 43

Loi réglementant certaines drogues et autres substances

Modification de la loi

Dispositions transitoires

416 Définitions

417 Exemptions
418 Applications
419 Regulations
Coming into Force
***420** Order in council

417 Exemptions
418 Demandes
419 Règlements
Entrée en vigueur
***420** Décret



S.C. 2024, c. 17

L.C. 2024, ch. 17

An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on April 16, 2024

Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 16 avril 2024

[Assented to 20th June 2024]

[Sanctionnée le 20 juin 2024]

His Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Short Title

Titre abrégé

Short title

1 This Act may be cited as the *Budget Implementation Act, 2024, No. 1*.

Titre abrégé

1 *Loi n° 1 d'exécution du budget de 2024.*

PART 1

Amendments to the Income Tax Act and Other Legislation

PARTIE 1

Modification de la Loi de l'impôt sur le revenu et de textes connexes

R.S., c. 1 (5th Supp.).

Income Tax Act

L.R., ch. 1 (5^e suppl.).

Loi de l'impôt sur le revenu

2 [Amendments]

2 [Modifications]

3 [Amendments]

3 [Modifications]

4 [Amendments]

4 [Modifications]

5 [Amendments]

5 [Modifications]

6 [Amendments]

6 [Modifications]

7 [Amendments]

7 [Modifications]

8 [Amendments]

8 [Modifications]

9 [Amendments]

10 [Amendments]

11 [Amendments]

12 [Amendments]

13 [Amendments]

14 [Amendments]

15 [Amendments]

16 [Amendments]

17 [Amendments]

18 [Amendments]

19 [Amendments]

20 [Amendments]

21 [Amendments]

22 [Amendments]

23 [Amendments]

24 [Amendments]

25 [Amendments]

26 [Amendments]

27 [Amendments]

28 [Amendments]

29 [Amendments]

30 [Amendments]

31 [Amendments]

32 [Amendments]

33 [Amendments]

34 [Amendments]

35 [Amendments]

36 [Amendments]

37 [Amendments]

38 [Amendments]

9 [Modifications]

10 [Modifications]

11 [Modifications]

12 [Modifications]

13 [Modifications]

14 [Modifications]

15 [Modifications]

16 [Modifications]

17 [Modifications]

18 [Modifications]

19 [Modifications]

20 [Modifications]

21 [Modifications]

22 [Modifications]

23 [Modifications]

24 [Modifications]

25 [Modifications]

26 [Modifications]

27 [Modifications]

28 [Modifications]

29 [Modifications]

30 [Modifications]

31 [Modifications]

32 [Modifications]

33 [Modifications]

34 [Modifications]

35 [Modifications]

36 [Modifications]

37 [Modifications]

38 [Modifications]

39 [Amendments]
40 [Amendments]
41 [Amendments]
42 [Amendments]
43 [Amendments]
44 [Amendments]
45 [Amendments]
46 [Amendments]
47 [Amendments]
48 [Amendments]
49 [Amendments]
50 [Amendments]
51 [Amendments]
52 [Amendments]
53 [Amendments]
54 [Amendments]
55 [Amendments]
56 [Amendments]
57 [Amendments]
58 [Amendments]
59 [Amendments]
60 [Amendments]
61 [Amendments]
62 [Amendments]
63 [Amendments]
64 [Amendments]
65 [Amendments]
66 [Amendments]
67 [Amendments]
68 [Amendments]

39 [Modifications]
40 [Modifications]
41 [Modifications]
42 [Modifications]
43 [Modifications]
44 [Modifications]
45 [Modifications]
46 [Modifications]
47 [Modifications]
48 [Modifications]
49 [Modifications]
50 [Modifications]
51 [Modifications]
52 [Modifications]
53 [Modifications]
54 [Modifications]
55 [Modifications]
56 [Modifications]
57 [Modifications]
58 [Modifications]
59 [Modifications]
60 [Modifications]
61 [Modifications]
62 [Modifications]
63 [Modifications]
64 [Modifications]
65 [Modifications]
66 [Modifications]
67 [Modifications]
68 [Modifications]

69 [Amendments]

70 [Amendments]

71 [Amendments]

72 [Amendments]

73 [Amendments]

74 [Amendments]

75 [Amendments]

76 [Amendments]

C.R.C., c. 945.

Income Tax Regulations

77 [Amendments]

78 [Amendments]

79 [Amendments]

Coordinating Amendments

80 [Amendments]

PART 2

Global Minimum Tax Act

Enactment of Act

81 [Amendments]

Consequential Amendments

R.S., c. A-1.

Access to Information Act

82 [Amendments]

R.S., c. B-3; 1992, c. 27, s. 2.

Bankruptcy and Insolvency Act

83 [Amendments]

69 [Modifications]

70 [Modifications]

71 [Modifications]

72 [Modifications]

73 [Modifications]

74 [Modifications]

75 [Modifications]

76 [Modifications]

C.R.C., ch. 945.

Règlement de l'impôt sur le revenu

77 [Modifications]

78 [Modifications]

79 [Modifications]

Dispositions de coordination

80 [Modifications]

PARTIE 2

Loi sur l'impôt minimum mondial

Édiction de la loi

81 [Modifications]

Modifications corrélatives

L.R., ch. A-1.

Loi sur l'accès à l'information

82 [Modifications]

L.R., ch. B-3; 1992, ch. 27, art. 2.

Loi sur la faillite et l'insolvabilité

83 [Modifications]

R.S., c. C-46.

Criminal Code

84 [Amendments]

R.S., c. E-15.

Excise Tax Act

85 [Amendments]

86 [Amendments]

87 [Amendments]

88 [Amendments]

89 [Amendments]

90 [Amendments]

R.S., c. E-20; 2001, c. 33, s. 2(F).

Export Development Act

91 [Amendments]

R.S., c. F-11.

Financial Administration Act

92 [Amendments]

R.S., c. T-2.

Tax Court of Canada Act

93 [Amendments]

94 [Amendments]

95 [Amendments]

96 [Amendments]

R.S., c. 1 (2nd Supp.).

Customs Act

97 [Amendments]

R.S., c. 1 (5th Supp.).

Income Tax Act

98 [Amendments]

99 [Amendments]

L.R., ch. C-46.

Code criminel

84 [Modifications]

L.R., ch. E-15.

Loi sur la taxe d'accise

85 [Modifications]

86 [Modifications]

87 [Modifications]

88 [Modifications]

89 [Modifications]

90 [Modifications]

L.R., ch. E-20; 2001, ch. 33, art. 2(F).

Loi sur le développement des exportations

91 [Modifications]

L.R., ch. F-11.

Loi sur la gestion des finances publiques

92 [Modifications]

L.R., ch. T-2.

Loi sur la Cour canadienne de l'impôt

93 [Modifications]

94 [Modifications]

95 [Modifications]

96 [Modifications]

L.R., ch. 1 (2^e suppl.).

Loi sur les douanes

97 [Modifications]

L.R., ch. 1 (5^e suppl.).

Loi de l'impôt sur le revenu

98 [Modifications]

99 [Modifications]

100 [Amendments]

1999, c. 17; 2005, c. 38, s. 35.

Canada Revenue Agency Act

101 [Amendments]

2002, c. 9, s. 5.

Air Travellers Security Charge Act

102 [Amendments]

2002, c. 22.

Excise Act, 2001

103 [Amendments]

104 [Amendments]

2022, c. 5, s. 10.

Underused Housing Tax Act

105 [Amendments]

2022, c. 10, s. 135.

Select Luxury Items Tax Act

106 [Amendments]

107 [Amendments]

108 [Amendments]

109 [Amendments]

110 [Amendments]

Coordinating Amendments

111 [Amendments]

100 [Modifications]

1999, ch. 17; 2005, ch. 38, art. 35.

Loi sur l'Agence du revenu du Canada

101 [Modifications]

2002, ch. 9, art. 5.

Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien

102 [Modifications]

2002, ch. 22.

Loi de 2001 sur l'accise

103 [Modifications]

104 [Modifications]

2022, ch. 5, art. 10.

Loi sur la taxe sur les logements sous-utilisés

105 [Modifications]

2022, ch. 10, art. 135.

Loi sur la taxe sur certains biens de luxe

106 [Modifications]

107 [Modifications]

108 [Modifications]

109 [Modifications]

110 [Modifications]

Dispositions de coordination

111 [Modifications]

PART 3

Amendments to the Excise Tax Act, the Excise Act, the Excise Act, 2001, the Underused Housing Tax Act, the Greenhouse Gas Pollution Pricing Act and Other Related Texts

DIVISION 1

R.S., c. E-15.

Excise Tax Act (GST/HST)

112 [Amendments]

DIVISION 2

Excise Act, Excise Act, 2001 and Other Related Texts (Alcohol, Tobacco and Vaping Products)

R.S., c. E-14.

Excise Act

113 [Amendments]

114 [Amendments]

115 [Amendments]

116 [Amendments]

2002, c. 22.

Excise Act, 2001

117 [Amendments]

118 [Amendments]

119 [Amendments]

120 [Amendments]

PARTIE 3

Modification de la Loi sur la taxe d'accise, de la Loi sur l'accise, de la Loi de 2001 sur l'accise, de la Loi sur la taxe sur les logements sous-utilisés, de la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre et de textes connexes

SECTION 1

L.R., ch. E-15.

Loi sur la taxe d'accise (TPS/TVH)

112 [Modifications]

SECTION 2

Loi sur l'accise, Loi de 2001 sur l'accise et textes connexes (produits alcoolisés, du tabac et de vapotage)

L.R., ch. E-14.

Loi sur l'accise

113 [Modifications]

114 [Modifications]

115 [Modifications]

116 [Modifications]

2002, ch. 22.

Loi de 2001 sur l'accise

117 [Modifications]

118 [Modifications]

119 [Modifications]

120 [Modifications]

121 [Amendments]

122 [Amendments]

123 [Amendments]

124 [Amendments]

125 [Amendments]

126 [Amendments]

127 [Amendments]

128 [Amendments]

129 [Amendments]

130 [Amendments]

131 [Amendments]

132 [Amendments]

SOR/2003-202.

Regulations Relieving Special Duty on Certain Tobacco Products

133 (1) The *Regulations Relieving Special Duty on Certain Tobacco Products* are repealed.

(2) Subsection (1) comes into force on the first day of the month after the month in which this Act receives royal assent.

SOR/2003-288; 2018, c. 12, s. 108; 2022, c. 10, s. 116.

Stamping and Marking of Tobacco, Cannabis and Vaping Products Regulations

134 [Amendments]

SOR/2011-7.

Regulations Respecting Prescribed Brands of Manufactured Tobacco and Prescribed Cigarettes

135 (1) The *Regulations Respecting Prescribed Brands of Manufactured Tobacco and Prescribed Cigarettes* are repealed.

(2) Subsection (1) comes into force on the first day of the month after the month in which this Act receives royal assent.

121 [Modifications]

122 [Modifications]

123 [Modifications]

124 [Modifications]

125 [Modifications]

126 [Modifications]

127 [Modifications]

128 [Modifications]

129 [Modifications]

130 [Modifications]

131 [Modifications]

132 [Modifications]

DORS/2003-202.

Règlement exonérant certains produits du tabac du droit spécial

133 (1) Le *Règlement exonérant certains produits du tabac du droit spécial* est abrogé.

(2) Le paragraphe (1) entre en vigueur le premier jour du mois suivant celui qui comprend la date de sanction de la présente loi.

DORS/2003-288; 2018, ch. 12, art. 108; 2022, ch. 10, art. 116.

Règlement sur l'estampillage et le marquage des produits du tabac, du cannabis et de vapotage

134 [Modifications]

DORS/2011-7.

Règlement sur les appellations commerciales de tabac fabriqué et de cigarettes

135 (1) Le *Règlement sur les appellations commerciales de tabac fabriqué et de cigarettes* est abrogé.

(2) Le paragraphe (1) entre en vigueur le premier jour du mois suivant celui qui comprend la date de sanction de la présente loi.

DIVISION 3

Underused Housing Tax Act and Underused Housing Tax Regulations

2022, c. 5, s. 10.

Underused Housing Tax Act

136 [Amendments]

137 [Amendments]

138 [Amendments]

139 [Amendments]

140 [Amendments]

141 [Amendments]

142 [Amendments]

143 [Amendments]

144 [Amendments]

2022, c. 19, s. 116.

Underused Housing Tax Regulations

145 [Amendments]

146 [Amendments]

DIVISION 4

2018, c. 12, s. 186.

Greenhouse Gas Pollution Pricing Act (Part 1)

147 [Amendments]

148 [Amendments]

SECTION 3

Loi sur la taxe sur les logements sous-utilisés et Règlement sur la taxe sur les logements sous-utilisés

2022, ch. 5, art. 10.

Loi sur la taxe sur les logements sous-utilisés

136 [Modifications]

137 [Modifications]

138 [Modifications]

139 [Modifications]

140 [Modifications]

141 [Modifications]

142 [Modifications]

143 [Modifications]

144 [Modifications]

2022, ch. 19, art. 116.

Règlement sur la taxe sur les logements sous-utilisés

145 [Modifications]

146 [Modifications]

SECTION 4

2018, ch. 12, art. 186.

Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre (partie 1)

147 [Modifications]

148 [Modifications]

PART 4

Various Measures

DIVISION 1

2022, c. 10.

Budget Implementation Act, 2022,
No. 1 (Extension of Prohibition on
Purchase of Residential Property by
Non-Canadians)

149 [Amendments]

DIVISION 2

Canada Mortgage Bonds Program

R.S., c. N-11.

National Housing Act

150 [Amendments]

151 [Amendments]

2017, c. 20, s. 103 .

Borrowing Authority Act

152 [Amendments]

Coordinating Amendments

153 [Amendments]

DIVISION 3

National School Food Program

Bilateral agreement

154 (1) The Minister of Families, Children and Social Development may enter into a bilateral agreement with the government of a province respecting a national program for providing food in schools.

PARTIE 4

Mesures diverses

SECTION 1

2022, ch. 10.

Loi n° 1 d'exécution du budget de
2022 (prolongation de l'interdiction
d'achat d'immeubles résidentiels par
des non-Canadiens)

149 [Modifications]

SECTION 2

Programme des Obligations
hypothécaires du Canada

L.R., ch. N-11.

Loi nationale sur l'habitation

150 [Modifications]

151 [Modifications]

2017, ch. 20, art. 103.

Loi autorisant certains emprunts

152 [Modifications]

Dispositions de coordination

153 [Modifications]

SECTION 3

Programme national d'alimentation
dans les écoles

Accord bilatéral

154 (1) Le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social peut conclure avec le gouvernement d'une province un accord bilatéral relatif à un programme national d'alimentation dans les écoles.

Payment out of C.R.F.

(2) Any amount payable for the fiscal year beginning on April 1, 2024 under such a bilateral agreement is payable out of the Consolidated Revenue Fund.

Maximum aggregate amount

(3) The maximum aggregate amount that may be paid out under subsection (2) in respect of all provinces is \$70,100,000.

DIVISION 4

Student Loan Forgiveness

R.S., c. S-23.

Canada Student Loans Act

155 [Amendments]

156 [Amendments]

157 [Amendments]

1994, c. 28.

Canada Student Financial Assistance Act

158 [Amendments]

159 [Amendments]

160 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***161 This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Division 4 not in force.]

DIVISION 5

2004, c. 26.

Canada Education Savings Act

Amendments to the Act

162 [Amendments]

Prélèvement sur le Trésor

(2) Peut être prélevée sur le Trésor toute somme à verser pour l'exercice débutant le 1^{er} avril 2024 en vertu d'un tel accord bilatéral.

Plafonnement

(3) Le total des sommes à prélever au titre du paragraphe (2) à l'égard de l'ensemble des provinces ne peut excéder 70 100 000 \$.

SECTION 4

Dispense de remboursement de prêts d'études

L.R., ch. S-23.

Loi fédérale sur les prêts aux étudiants

155 [Modifications]

156 [Modifications]

157 [Modifications]

1994, ch. 28.

Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants

158 [Modifications]

159 [Modifications]

160 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***161 La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note : Section 4 non en vigueur.]

SECTION 5

2004, ch. 26.

Loi canadienne sur l'épargne-études

Modification de la loi

162 [Modifications]

163 [Amendments]

164 [Amendments]

165 [Amendments]

166 [Amendments]

167 [Amendments]

168 [Amendments]

169 [Amendments]

R.S., c. 1 (5th Supp.).

**Consequential Amendments to the
Income Tax Act**

170 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

171 (1) Section 162, subsection 163(2), sections 166 to 168, subsection 169(1) and section 170 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Section 162, subsection 163(2), sections 166 to 168, subsection 169(1) and section 170 not in force.]

Order in council

(2) Subsections 163(1), (3) and (4), sections 164 and 165 and subsection 169(2) come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, but that day must be later than the day fixed under subsection (1) and after March 31, 2028.

* [Note: Subsections 163(1), (3) and (4), sections 164 and 165 and subsection 169(2) not in force.]

DIVISION 6

R.S., c. B-7; R.S., c. 24 (1st Supp.), s. 3.

**Bretton Woods and Related
Agreements Act**

172 [Amendments]

163 [Modifications]

164 [Modifications]

165 [Modifications]

166 [Modifications]

167 [Modifications]

168 [Modifications]

169 [Modifications]

L.R., ch. 1 (5^e suppl.).

**Modifications corrélatives à la Loi
de l'impôt sur le revenu**

170 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

171 (1) L'article 162, le paragraphe 163(2), les articles 166 à 168, le paragraphe 169(1) et l'article 170 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note: Article 162, paragraphe 163(2), articles 166 à 168, paragraphe 169(1) et article 170 non en vigueur.]

Décret

(2) Les paragraphes 163(1), (3) et (4), les articles 164 et 165 et le paragraphe 169(2) entrent en vigueur à la date fixée par décret, laquelle doit être postérieure à la date fixée au titre du paragraphe (1) et postérieure au 31 mars 2028.

* [Note: Paragraphes 163(1), (3) et (4), articles 164 et 165 et paragraphe 169(2) non en vigueur.]

SECTION 6

L.R., ch. B-7; L.R., ch. 24 (1^{er} suppl.), art. 3.

**Loi sur les accords de Bretton Woods
et des accords connexes**

172 [Modifications]

DIVISION 7

Measures Relating to Modernizing International Financial Institutions

R.S., c. B-7; R.S., c. 24 (1st Supp.), s. 3.

Bretton Woods and Related Agreements Act

173 [Amendments]

R.S., c. I-18.

International Development (Financial Institutions) Assistance Act

174 [Amendments]

1991, c. 12.

European Bank for Reconstruction and Development Agreement Act

175 [Amendments]

DIVISION 8

2018, c. 27, s. 659.

International Financial Assistance Act

176 [Amendments]

177 [Amendments]

DIVISION 9

R.S., c. E-20; 2001, c. 33, s. 2(F).

Export Development Act

178 [Amendments]

SECTION 7

Mesures relatives à la modernisation des institutions financières internationales

L.R., ch. B-7; L.R., ch. 24 (1^{er} suppl.), art. 3.

Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes

173 [Modifications]

L.R., ch. I-18.

Loi d'aide au développement international (institutions financières)

174 [Modifications]

1991, ch. 12.

Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

175 [Modifications]

SECTION 8

2018, ch. 27, art. 659.

Loi sur l'aide financière internationale

176 [Modifications]

177 [Modifications]

SECTION 9

L.R., ch. E-20; 2001, ch. 33, art. 2(F).

Loi sur le développement des exportations

178 [Modifications]

DIVISION 10

R.S., c. F-11.

Financial Administration Act
(Exemption Related to Certain Crown
Corporations)

179 [Amendments]

DIVISION 11

R.S., c. F-11.

Financial Administration Act
(Information Disclosure
Requirements)

180 [Amendments]

181 [Amendments]

DIVISION 12

R.S., c. F-8; 1995, c. 17, s. 45.

Federal-Provincial Fiscal
Arrangements Act

182 [Amendments]

183 [Amendments]

DIVISION 13

Private Sector Pension Plans

R.S., c. 32 (2nd Supp.).

Pension Benefits Standards Act,
1985

184 [Amendments]

2012, c. 16.

Pooled Registered Pension Plans
Act

185 [Amendments]

SECTION 10

L.R., ch. F-11.

Loi sur la gestion des finances
publiques (exemption relative à
certaines sociétés d'État)

179 [Modifications]

SECTION 11

L.R., ch. F-11.

Loi sur la gestion des finances
publiques (exigences obligatoires en
matière d'étiquetage)

180 [Modifications]

181 [Modifications]

SECTION 12

L.R., ch. F-8; 1995, ch. 17, art. 45.

Loi sur les arrangements fiscaux entre
le gouvernement fédéral et les
provinces

182 [Modifications]

183 [Modifications]

SECTION 13

Régimes de pension du secteur privé

L.R., ch. 32 (2^e suppl.).

Loi de 1985 sur les normes de
prestation de pension

184 [Modifications]

2012, ch. 16.

Loi sur les régimes de pension
agrés collectifs

185 [Modifications]

Coming into Force

Order in council

***186 Sections 184 and 185 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 184 and 185 not in force.]

DIVISION 14

R.S., c. C-8.

Canada Pension Plan

Amendments to the Act

187 [Amendments]

188 [Amendments]

189 [Amendments]

190 [Amendments]

191 [Amendments]

192 [Amendments]

193 [Amendments]

194 [Amendments]

C.R.C., c. 385.

Consequential Amendment to the Canada Pension Plan Regulations

195 [Amendments]

Coming into Force

Non-application — subsection 114(2) of *Canada Pension Plan*

196 (1) Subsection 114(2) of the *Canada Pension Plan* does not apply in respect of the amendments to that Act contained in this Division.

Order in council

(2) This Division, other than subsections 187(1) and (3), sections 191 and 193, subsection 194(2) and section 195, comes into force, in accordance with subsection 114(4) of the *Canada Pension

Entrée en vigueur

Décret

***186 Les articles 184 et 185 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.**

* [Note : Articles 184 et 185 non en vigueur.]

SECTION 14

L.R., ch. C-8.

Régime de pensions du Canada

Modification de la loi

187 [Modifications]

188 [Modifications]

189 [Modifications]

190 [Modifications]

191 [Modifications]

192 [Modifications]

193 [Modifications]

194 [Modifications]

C.R.C., ch. 385.

Modification corrélative au Règlement sur le Régime de pensions du Canada

195 [Modifications]

Entrée en vigueur

Non-application du paragraphe 114(2) du *Régime de pensions du Canada*

196 (1) Le paragraphe 114(2) du *Régime de pensions du Canada* ne s'applique pas aux modifications qui sont apportées à cette loi par la présente section.

Décret

***(2) La présente section, à l'exception des paragraphes 187(1) et (3), des articles 191 et 193, du paragraphe 194(2) et de l'article 195, entre en vigueur, conformément au paragraphe 114(4) du**

Plan, on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Division 14, other than subsections 187(1) and (3), sections 191 and 193, subsection 194(2) and section 195, not in force.]

DIVISION 15

1999, c. 34.

Public Sector Pension Investment Board Act

197 [Amendments]

DIVISION 16

Consumer-Driven Banking Framework

Consumer-Driven Banking Act

198 [Amendments]

2001, c. 9.

Related Amendments to the Financial Consumer Agency of Canada Act

199 [Amendments]

200 [Amendments]

201 [Amendments]

202 [Amendments]

203 [Amendments]

204 [Amendments]

205 [Amendments]

206 [Amendments]

207 [Amendments]

208 [Amendments]

209 [Amendments]

Régime de pensions du Canada, à la date fixée par décret.

* [Note: Section 14, à l'exception des paragraphes 187(1) et (3), des articles 191 et 193, du paragraphe 194(2) et de l'article 195, non en vigueur.]

SECTION 15

1999, ch. 34.

Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public

197 [Modifications]

SECTION 16

Cadre sur les services bancaires axés sur les consommateurs

Loi sur les services bancaires axés sur les consommateurs

198 [Modifications]

2001, ch. 9.

Modifications connexes à la Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada

199 [Modifications]

200 [Modifications]

201 [Modifications]

202 [Modifications]

203 [Modifications]

204 [Modifications]

205 [Modifications]

206 [Modifications]

207 [Modifications]

208 [Modifications]

209 [Modifications]

210 [Amendments]

211 [Amendments]

212 [Amendments]

213 [Amendments]

214 [Amendments]

215 [Amendments]

216 [Amendments]

217 [Amendments]

218 [Amendments]

219 [Amendments]

220 [Amendments]

221 [Amendments]

222 [Amendments]

223 [Amendments]

224 [Amendments]

225 [Amendments]

226 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***227 Sections 213 to 221 and 224 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 213 to 221 and 224 not in force.]

DIVISION 17

1991, c. 46.

Bank Act

228 [Amendments]

229 [Amendments]

210 [Modifications]

211 [Modifications]

212 [Modifications]

213 [Modifications]

214 [Modifications]

215 [Modifications]

216 [Modifications]

217 [Modifications]

218 [Modifications]

219 [Modifications]

220 [Modifications]

221 [Modifications]

222 [Modifications]

223 [Modifications]

224 [Modifications]

225 [Modifications]

226 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***227 Les articles 213 à 221 et 224 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.**

* [Note : Articles 213 à 221 et 224 non en vigueur.]

SECTION 17

1991, ch. 46.

Loi sur les banques

228 [Modifications]

229 [Modifications]

DIVISION 18

R.S., c. 18 (3rd Supp.), Part I.

Office of the Superintendent of Financial Institutions Act

230 [Amendments]

DIVISION 19

R.S., c. B-2.

Bank of Canada Act

231 [Amendments]

DIVISION 20

R.S., c. C-44; 1994, c. 24, s. 1(F).

Canada Business Corporations Act

232 [Amendments]

233 [Amendments]

234 [Amendments]

DIVISION 21

R.S., c. L-2.

Canada Labour Code (Improving Access to Protections for Employees)

Amendments to the Act

235 [Amendments]

236 [Amendments]

237 [Amendments]

238 [Amendments]

239 [Amendments]

240 [Amendments]

241 [Amendments]

SECTION 18

L.R., ch. 18 (3^e suppl.), partie I.

Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières

230 [Modifications]

SECTION 19

L.R., ch. B-2.

Loi sur la Banque du Canada

231 [Modifications]

SECTION 20

L.R., ch. C-44; 1994, ch. 24, art. 1(F).

Loi canadienne sur les sociétés par actions

232 [Modifications]

233 [Modifications]

234 [Modifications]

SECTION 21

L.R., ch. L-2.

Code canadien du travail (amélioration de l'accès aux mesures de protection destinées aux employés)

Modification de la loi

235 [Modifications]

236 [Modifications]

237 [Modifications]

238 [Modifications]

239 [Modifications]

240 [Modifications]

241 [Modifications]

242 [Amendments]

Transitional Provisions

Presumptions and burdens of proof

243 Sections 6.1, 6.2, 123.2, 123.3, 167.01 and 167.2 of the *Canada Labour Code*, as enacted by sections 235, 239 and 242, do not apply to any proceeding commenced before the day on which this Act receives royal assent.

Section 167.1 of *Canada Labour Code*

244 Section 167.1 of the *Canada Labour Code*, as enacted by section 242, only applies to a proceeding in respect of a contravention that is alleged to have occurred on or after the day on which this Act receives royal assent.

DIVISION 22

R.S., c. L-2.

Canada Labour Code (Policy on Disconnecting and Other Measures)

Amendments to the Act

245 [Amendments]

246 [Amendments]

247 [Amendments]

248 [Amendments]

249 [Amendments]

250 [Amendments]

251 [Amendments]

252 [Amendments]

253 [Amendments]

254 [Amendments]

255 [Amendments]

Transitional Provisions

Definitions

256 (1) The following definitions apply in this section.

242 [Modifications]

Dispositions transitoires

Présomptions et charges de la preuve

243 Les articles 6.1, 6.2, 123.2, 123.3, 167.01 et 167.2 du *Code canadien du travail*, édictés par les articles 235, 239 et 242, ne s'appliquent pas aux procédures intentées avant la date de sanction de la présente loi.

Article 167.1 du *Code canadien du travail*

244 L'article 167.1 du *Code canadien du travail*, édicté par l'article 242, s'applique seulement aux procédures liées aux contraventions qui auraient été commises à la date de sanction de la présente loi ou après cette date.

SECTION 22

L.R., ch. L-2.

Code canadien du travail (politique sur la déconnexion et autres mesures)

Modification de la loi

245 [Modifications]

246 [Modifications]

247 [Modifications]

248 [Modifications]

249 [Modifications]

250 [Modifications]

251 [Modifications]

252 [Modifications]

253 [Modifications]

254 [Modifications]

255 [Modifications]

Dispositions transitoires

Définitions

256 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

commencement day means the day on which this section comes into force. (*date de référence*)

former Act means the *Canada Labour Code* as it read immediately before commencement day. (*ancienne loi*)

new Act means the *Canada Labour Code* as it reads on commencement day. (*nouvelle loi*)

Ongoing complaint

(2) In any complaint made under subsection 251.01(1) of the former Act that relates to an amount referred to in subsection 230(1) or 235(1) of that Act and that is ongoing on the commencement day, the *Head* or the *Board*, as those expressions are defined in section 2 of that Act, or the court, as the case may be, must consider subsections 230(1.01) and 235(1.1) of the new Act as if they were in force at the time of the termination of employment.

For greater certainty

(3) For greater certainty, for the purposes of subsection (2), a complaint is ongoing until all procedures for review and appeal available at law have been exhausted.

Past termination

(4) In any complaint made under subsection 251.01(1) of the new Act that relates to an amount referred to in subsection 230(1) or 235(1) of that Act with respect to a termination of employment that occurred before the commencement day, the *Head*, as that expression is defined in section 2 of that Act, must consider subsections 230(1.01) and 235(1.1) of the new Act as if they were in force at the time of the termination.

Coordinating Amendments

257 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***258** Sections 245 to 248 and 255 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 245 to 248 and 255 not in force.]

ancienne loi Le *Code canadien du travail*, dans sa version antérieure à la date de référence. (*former Act*)

date de référence La date d'entrée en vigueur du présent article. (*commencement day*)

nouvelle loi Le *Code canadien du travail*, dans sa version à la date de référence. (*new Act*)

Plainte en cours

(2) Dans toute plainte qui a été déposée au titre du paragraphe 251.01(1) de l'ancienne loi concernant toute indemnité ou tout montant mentionné aux paragraphes 230(1) ou 235(1) de cette loi et qui est en cours à la date de référence, le *chef*, au sens de l'article 2 de cette loi, le *Conseil*, au sens de cet article, ou la cour, selon le cas, tient compte des paragraphes 230(1.01) et 235(1.1) de la nouvelle loi comme s'ils avaient été en vigueur au moment du licenciement.

Précision

(3) Il est entendu que, pour l'application du paragraphe (2), une plainte est en cours aussi longtemps que tous les recours prévus en droit ne sont pas épuisés.

Licenciement antérieur

(4) Dans toute plainte qui est déposée au titre de la nouvelle loi en vertu du paragraphe 251.01(1) concernant toute indemnité ou tout montant mentionné aux paragraphes 230(1) ou 235(1) de cette loi et qui a trait à un licenciement survenu avant la date de référence, le *chef*, au sens de l'article 2 de cette loi, tient compte des paragraphes 230(1.01) et 235(1.1) de la nouvelle loi comme s'ils avaient été en vigueur au moment du licenciement.

Dispositions de coordination

257 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***258** Les articles 245 à 248 et 255 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note: Articles 245 à 248 et 255 non en vigueur.]

DIVISION 23

1996, c. 23.

Employment Insurance Act

259 [Amendments]

DIVISION 24

2023, c. 15.

An Act for the Substantive Equality of Canada's Official Languages

260 [Amendments]

DIVISION 25

Indigenous Loan Guarantee Program

Loan guarantees

261 (1) A corporation that is to be incorporated as a wholly owned subsidiary of the Canada Development Investment Corporation for the purpose of providing loan guarantees as part of an Indigenous loan guarantee program is authorized to provide such guarantees. The aggregate of the principal and interest in respect of all the guarantees must not exceed \$5,000,000,000, or any greater amount that may be authorized by the Governor in Council on the recommendation of the Minister of Finance.

Consolidated Revenue Fund

(2) The Minister of Finance must pay out of the Consolidated Revenue Fund any amounts to the subsidiary that are necessary for the payment of the principal and interest in respect of the guarantees referred to in subsection (1) and all other amounts required by the subsidiary to discharge its obligations under those guarantees or to exercise any rights or protect the interests of His Majesty in right of Canada.

Agent of His Majesty

262 The subsidiary referred to in section 261 is for all its purposes an agent of His Majesty in right of Canada.

SECTION 23

1996, ch. 23.

Loi sur l'assurance-emploi

259 [Modifications]

SECTION 24

2023, ch. 15.

Loi visant l'égalité réelle entre les langues officielles du Canada

260 [Modifications]

SECTION 25

Programme de garantie de prêts pour les Autochtones

Garanties de prêts

261 (1) La société devant être constituée en tant que filiale à cent pour cent de la Corporation de développement des investissements du Canada en vue de l'attribution de garanties de prêts dans le cadre d'un programme de garantie de prêts pour les Autochtones est autorisée à attribuer de telles garanties; la valeur totale du principal et des intérêts de tous les prêts garantis ne peut excéder cinq milliards de dollars ou la somme supérieure que peut fixer le gouverneur en conseil sur recommandation du ministre des Finances.

Prélèvements sur le Trésor

(2) Le ministre des Finances prélève sur le Trésor et verse à la filiale les sommes nécessaires au paiement du principal et des intérêts des garanties visées au paragraphe (1) ainsi que les autres sommes dont celle-ci a besoin pour s'acquitter des obligations découlant de ces garanties ou pour exercer des droits ou protéger les intérêts de Sa Majesté du chef du Canada à cet égard.

Mandataire de Sa Majesté

262 La filiale visée à l'article 261 est, dans le cadre de ses attributions, mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.

Non-application of provisions

263 (1) Section 91 and subsection 100(1) of the *Financial Administration Act* do not apply to or in respect of the subsidiary referred to in section 261 or any of its wholly owned subsidiaries.

Application of provisions

(2) Subsections 89(1), (4) and (6) and section 89.1 of the *Financial Administration Act* apply to or in respect of the subsidiary as if it were a parent Crown corporation.

DIVISION 26

Red Dress Alert

Payments out of C.R.F.

264 On the requisition of the Minister of Crown-Indigenous Relations, there may be paid out of the Consolidated Revenue Fund, for the period beginning on September 1, 2024 and ending on March 31, 2027, a sum not exceeding in the aggregate \$1.3 million for the purpose of carrying out engagement on a pilot project for the creation of a Red Dress Alert, a public alert system for missing Indigenous women and girls, two-spirit Indigenous persons and gender-diverse Indigenous persons, and making direct payments to the participating entities or individuals.

DIVISION 27

Subsidiary of VIA Rail Canada Inc.

Definition of *subsidiary*

265 In this Division, *subsidiary* means the subsidiary of VIA Rail Canada Inc. incorporated under the *Canada Business Corporations Act* on November 29, 2022 with the corporate name VIA HFR - VIA TGF Inc.

Agent of His Majesty

266 The subsidiary is an agent of His Majesty in right of Canada.

Contracts, agreements or other arrangements

267 The subsidiary may enter into contracts, agreements or other arrangements with His Majesty as though it were not an agent of His Majesty.

Dispositions inapplicables

263 (1) L'article 91 et le paragraphe 100(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ne s'appliquent ni à la filiale visée à l'article 261 ni à la filiale à cent pour cent de celle-ci.

Dispositions applicables

(2) Les paragraphes 89(1), (4) et (6) et l'article 89.1 de cette loi s'appliquent à la filiale comme s'il s'agissait d'une société d'État mère.

SECTION 26

Alerte robe rouge

Prélèvement sur le Trésor

264 À la demande du ministre des Relations Couronne-Autochtones, il peut être prélevé sur le Trésor, pour la période débutant le 1^{er} septembre 2024 et se terminant le 31 mars 2027, une somme maximale de un million trois cent mille dollars en vue de mener des mobilisations sur un projet pilote visant la création d'une alerte robe rouge, soit un système public d'alerte en cas de disparition de femmes ou de filles autochtones ou de personnes autochtones bispirituelles ou de diverses identités de genre, et de verser des paiements directs aux entités ou individus participants.

SECTION 27

Filiale de VIA Rail Canada Inc.

Définition de *filiale*

265 Dans la présente section, *filiale* s'entend de la filiale de VIA Rail Canada Inc. qui a été constituée le 29 novembre 2022 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* sous la dénomination sociale de VIA HFR - VIA TGF Inc.

Mandataire de Sa Majesté

266 La filiale est mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.

Contrats, ententes ou autres accords

267 La filiale peut conclure des contrats, ententes ou autres accords avec Sa Majesté comme si elle n'en était pas mandataire.

Coming into force

268 Sections 265 to 267 are deemed to have come into force on November 29, 2022.

DIVISION 28

2019, c. 28, s. 1.

Impact Assessment Act

Amendments to the Act

269 [Amendments]

270 [Amendments]

271 [Amendments]

272 [Amendments]

273 [Amendments]

274 [Amendments]

275 [Amendments]

276 [Amendments]

277 [Amendments]

278 [Amendments]

279 [Amendments]

280 [Amendments]

281 [Amendments]

282 [Amendments]

283 [Amendments]

284 [Amendments]

285 [Amendments]

286 [Amendments]

287 [Amendments]

288 [Amendments]

289 [Amendments]

290 [Amendments]

291 [Amendments]

Entrée en vigueur

268 Les articles 265 à 267 sont réputés être entrés en vigueur le 29 novembre 2022.

SECTION 28

2019, ch. 28, art. 1.

Loi sur l'évaluation d'impact

Modification de la loi

269 [Modifications]

270 [Modifications]

271 [Modifications]

272 [Modifications]

273 [Modifications]

274 [Modifications]

275 [Modifications]

276 [Modifications]

277 [Modifications]

278 [Modifications]

279 [Modifications]

280 [Modifications]

281 [Modifications]

282 [Modifications]

283 [Modifications]

284 [Modifications]

285 [Modifications]

286 [Modifications]

287 [Modifications]

288 [Modifications]

289 [Modifications]

290 [Modifications]

291 [Modifications]

292 [Amendments]

293 [Amendments]

294 [Amendments]

295 [Amendments]

296 [Amendments]

297 [Amendments]

298 [Amendments]

299 [Amendments]

300 [Amendments]

301 [Amendments]

Transitional Provisions

Definitions

302 (1) The following definitions apply in this section and sections 303 to 318.

amended Act means the *Impact Assessment Act*, as it reads on or after the commencement day. (*loi modifiée*)

commencement day means the day on which this section comes into force. (*date de référence*)

2012 Act means the *Canadian Environmental Assessment Act, 2012*, section 52 of chapter 19 of the Statutes of Canada, 2012. (*Loi de 2012*)

Terminology

(2) Words and expressions used in sections 303 to 318 have the same meaning as in section 2 of the amended Act.

Designation of physical activity

303 (1) Despite subsection 9(4) of the amended Act, if, in respect of a request referred to in subsection 9(1) of the amended Act that the Minister received before the commencement day, the Minister has not responded to the request before that day, the Minister must respond, with reasons, within 90 days after that day. The Minister must ensure that the response is posted on the Internet site.

292 [Modifications]

293 [Modifications]

294 [Modifications]

295 [Modifications]

296 [Modifications]

297 [Modifications]

298 [Modifications]

299 [Modifications]

300 [Modifications]

301 [Modifications]

Dispositions transitoires

Définitions

302 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 303 à 318.

date de référence La date d'entrée en vigueur du présent article. (*commencement day*)

Loi de 2012 La *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)*, article 52 du chapitre 19 des Lois du Canada (2012). (*2012 Act*)

loi modifiée La *Loi sur l'évaluation d'impact*, dans sa version à la date de référence ou après cette date. (*amended Act*)

Terminologie

(2) Les termes utilisés aux articles 303 à 318 s'entendent au sens de l'article 2 de la loi modifiée.

Désignation d'une activité concrète

303 (1) Malgré le paragraphe 9(4) de la loi modifiée, le ministre répond, motifs à l'appui, à la demande visée au paragraphe 9(1) de la loi modifiée qu'il a reçue avant la date de référence et à laquelle il n'a pas répondu avant cette date dans les quatre-vingt-dix jours suivant la même date. Il veille à ce que la réponse soit affichée sur le site Internet.

Deeming

(2) Everything that was done before the commencement day with regard to the physical activity in respect of which the request was made is, if it may or must be done under the amended Act with regard to that physical activity, deemed, as of the day on which the response is posted, to have been done under the amended Act.

Deeming — no impact assessment

304 If the Agency, before the commencement day, made a decision that an impact assessment of a designated project is not required and posted that decision on the Internet site, that decision is deemed, as of that day, to be a decision made under subsection 16(1) of the amended Act.

Designated projects

305 (1) This section applies in respect of a designated project if the Minister or the Agency, during the six-month period that starts on the commencement day, takes a step with regard to that project under any of sections 10 to 59 of the amended Act.

Posting

(2) The Agency must post a notice on the Internet site that indicates the first step taken, the provision under which it was taken, the date on which it was taken and the designated project in respect of which it was taken.

Deeming

(3) Everything that was done before the commencement day with regard to a designated project in respect of which a notice is posted under subsection (2) is, if it may or must be done under the amended Act in respect of the designated project, deemed, as of the day on which the first step is taken, to have been done under the amended Act.

Agency's power

(4) The Agency may, when the first step is taken with regard to a designated project, replace, in respect of that project, any time limit or period established by or under the amended Act by another time limit or period.

Posting

(5) The Agency must post a notice on the Internet site that indicates, for each time limit or period that it replaces, the new time limit or period and

Fiction

(2) Tout acte accompli, avant la date de référence, à l'égard de l'activité concrète visée par la demande et qui peut ou doit être accompli sous le régime de la loi modifiée à l'égard de cette activité est réputé, à compter de la date de l'affichage de la réponse, avoir été accompli sous le régime de la loi modifiée.

Fiction — pas d'évaluation d'impact

304 Si l'Agence, avant la date de référence, a décidé qu'aucune évaluation d'impact d'un projet désigné n'est requise et a affiché sa décision sur le site Internet, cette décision est réputée, à compter de cette date, être une décision prise au titre du paragraphe 16(1) de la loi modifiée.

Projets désignés

305 (1) Le présent article s'applique à l'égard d'un projet désigné si le ministre ou l'Agence prend à l'égard du projet, durant la période de six mois qui commence à la date de référence, toute mesure au titre de l'un des articles 10 à 59 de la loi modifiée.

Affichage

(2) L'Agence affiche sur le site Internet un avis indiquant la première mesure prise, la disposition au titre de laquelle elle a été prise, la date à laquelle elle l'a été et le projet en cause.

Fiction

(3) Tout acte accompli, avant la date de référence, à l'égard du projet visé par l'avis et qui peut ou doit être accompli sous le régime de la loi modifiée à l'égard de ce projet est réputé, à compter de la date de la prise de la première mesure, avoir été accompli sous le régime de la loi modifiée.

Pouvoir de l'Agence

(4) Au moment de la prise de la première mesure, l'Agence peut, à l'égard du projet en cause, remplacer tout délai prévu sous le régime de la loi modifiée par un autre délai.

Affichage

(5) L'Agence affiche sur le site Internet un avis indiquant tout délai qu'elle a remplacé, le nouveau délai et le projet en cause.

the designated project with regard to which that new time limit or period applies.

Clarification

(6) For greater certainty, nothing in subsection (4) affects any power conferred on the Agency under the amended Act to extend or shorten any time limit or period.

Definition of *first step*

(7) In this section, *first step* means the first step taken by the Minister or the Agency under any of sections 10 to 59 of the amended Act in respect of a designated project during the six-month period that starts on the commencement day.

Decision statements issued before commencement day

306 (1) If the Minister is of the opinion that the conditions included in a decision statement issued by the Minister, including a decision statement issued by the Minister under subsection 54(1) of the 2012 Act, before the commencement day could be included in a decision statement issued under subsection 65(1) of the amended Act, the Minister may post a notice to that effect on the Internet site.

Decision statements issued on or after commencement day

(2) If the Minister is of the opinion that the conditions included in a decision statement issued by the Minister under subsection 54(1) of the 2012 Act on or after the commencement day could be included in a decision statement issued under subsection 65(1) of the amended Act, the Minister may post a notice to that effect on the Internet site.

Deeming

(3) A decision statement in respect of which a notice is posted under subsection (1) or (2) is deemed, as of the day on which the notice is posted, to be a decision statement issued under subsection 65(1) of the amended Act.

Amendment to decision statement — *Impact Assessment Act*

307 (1) Subsection 68(2), paragraph 69(1)(b) and subsection 69(2) of the amended Act do not apply in respect of an amendment made under subsection 68(1) of the amended Act to a decision statement that was issued with respect to a designated

Précision

(6) Il est entendu que le paragraphe (4) n'a pas pour effet de porter atteinte aux pouvoirs de prolonger ou de raccourcir un délai qui sont conférés à l'Agence sous le régime de la loi modifiée.

Définition de *première mesure*

(7) Au présent article, *première mesure* s'entend de la première mesure prise par le ministre ou l'Agence à l'égard du projet en cause au titre de l'un des articles 10 à 59 de la loi modifiée durant la période de six mois qui commence à la date de référence.

Déclarations faites avant la date de référence

306 (1) S'il estime que les conditions énoncées dans une déclaration qu'il a faite, notamment au titre du paragraphe 54(1) de la Loi de 2012, avant la date de référence pourraient être énoncées dans une déclaration faite au titre du paragraphe 65(1) de la loi modifiée, le ministre peut afficher un avis à cet effet sur le site Internet.

Déclarations faites à la date de référence ou après cette date

(2) S'il estime que les conditions énoncées dans une déclaration qu'il a faite au titre du paragraphe 54(1) de la Loi de 2012 à la date de référence ou après cette date pourraient être énoncées dans une déclaration faite au titre du paragraphe 65(1) de la loi modifiée, il peut afficher un avis à cet effet sur le site Internet.

Fiction

(3) À compter de la date à laquelle l'avis est affiché sur le site Internet au titre des paragraphes (1) ou (2), la déclaration visée par l'avis est réputée faite au titre du paragraphe 65(1) de la loi modifiée.

Modification des déclarations — *Loi sur l'évaluation d'impact*

307 (1) Le paragraphe 68(2), l'alinéa 69(1)b) et le paragraphe 69(2) de la loi modifiée ne s'appliquent pas à l'égard de la modification, effectuée en vertu du paragraphe 68(1) de la loi modifiée, de la déclaration faite à l'égard d'un projet

project before the commencement day if the amendment

- (a) is made during the six-month period that starts on that day;**
- (b) removes a condition that, in the Minister's opinion, could not be included in a decision statement issued under subsection 65(1) of the amended Act or amends a condition so that, in the Minister's opinion, the condition is one that could be included in such a decision statement; and**
- (c) does not add a condition or modify the designated project's description.**

Posting of amended decision statement

(2) If the Minister amends a decision statement in accordance with subsection (1), the Minister must ensure that the amended decision statement is posted on the Internet site.

Deeming

(3) The amended decision statement is deemed, as of the day on which it is posted on the Internet site, to be a decision statement issued under subsection 65(1) of the amended Act.

Amendment to decision statement – 2012 Act

308 (1) The Minister may, during the six-month period that starts on the commencement day, amend a decision statement issued by the Minister under subsection 54(1) of the 2012 Act before that day to

- (a) remove a condition that, in the Minister's opinion, could not be included in a decision statement issued under subsection 65(1) of the amended Act; or**
- (b) amend a condition so that, in the Minister's opinion, the condition is one that could be included in a decision statement issued under subsection 65(1) of the amended Act.**

Posting of amended decision statement

(2) If the Minister amends a decision statement in accordance with subsection (1), the Minister must ensure that the amended decision statement is posted on the Internet site.

désigné avant la date de référence si la modification, à la fois :

- a) est apportée durant la période de six mois qui commence à cette date;**
- b) a pour effet de supprimer les conditions qui, de l'avis du ministre, ne pourraient pas être énoncées dans une déclaration faite au titre du paragraphe 65(1) de la loi modifiée ou de modifier les conditions de façon à ce qu'elles deviennent des conditions qui, de l'avis du ministre, pourraient être énoncées dans une telle déclaration;**
- c) n'a pas pour effet d'ajouter de conditions ni de modifier la description du projet désigné.**

Affichage de la déclaration modifiée

(2) S'il modifie la déclaration conformément au paragraphe (1), le ministre veille à ce que la déclaration modifiée soit affichée sur le site Internet.

Fiction

(3) À compter de la date à laquelle la déclaration modifiée est affichée sur le site Internet, elle est réputée être une déclaration faite au titre du paragraphe 65(1) de la loi modifiée.

Modification des déclarations – Loi de 2012

308 (1) Le ministre peut, durant la période de six mois qui commence à la date de référence, modifier la déclaration qu'il a faite au titre du paragraphe 54(1) de la Loi de 2012 avant cette date, pour, selon le cas :

- a) supprimer les conditions qui, à son avis, ne pourraient pas être énoncées dans une déclaration faite au titre du paragraphe 65(1) de la loi modifiée;**
- b) en modifier les conditions de façon à ce qu'elles deviennent des conditions qui, à son avis, pourraient être énoncées dans une déclaration faite au titre du paragraphe 65(1) de la loi modifiée.**

Affichage de la déclaration modifiée

(2) S'il modifie la déclaration conformément au paragraphe (1), le ministre veille à ce que la déclaration modifiée soit affichée sur le site Internet.

Deeming

(3) The amended decision statement is deemed, as of the day on which it is posted on the Internet site, to be a decision statement issued under subsection 65(1) of the amended Act.

Regional assessments — committee report not provided

309 (1) If a committee established by the Minister before the commencement day to conduct an assessment described in section 92 or 93 of the amended Act, or a committee the members of which are appointed or whose appointment is approved by the Minister for that purpose before that day, has not, before that day, provided a report to the Minister in respect of the assessment,

(a) the committee is deemed to be established, as the case may be, in accordance with section 92 of the amended Act or in accordance with an agreement or arrangement entered into under subparagraph 93(1)(a)(i) or paragraph 93(1)(b) of the amended Act, on that day; and

(b) everything that was done in respect of the assessment before that day by or in respect of the committee is, if it may or must be done under the amended Act, deemed, as of that day, to have been done under the amended Act.

Regional assessments — committee report provided

(2) If a committee established by the Minister to conduct an assessment described in section 92 or 93 of the amended Act, or a committee the members of which are appointed or whose appointment is approved by the Minister for that purpose, has, before the commencement day, provided a report to the Minister in respect of the assessment, the report is deemed to be a report provided under subsection 102(1) of the amended Act.

Regional assessments — Agency report not provided

310 (1) If the Agency, having been authorized by the Minister before the commencement day to conduct an assessment described in section 92 or 93 of the amended Act, has not, before that day, provided a report to the Minister in respect of the assessment,

(a) the Agency is deemed, as of that day, to be authorized under section 92 or 93 of the amended Act, as the case may be, to conduct an assessment; and

Fiction

(3) À compter de la date à laquelle la déclaration modifiée est affichée sur le site Internet, elle est réputée être une déclaration faite au titre du paragraphe 65(1) de la loi modifiée.

Évaluations régionales — rapport du comité non présenté

309 (1) Si un comité — constitué par le ministre avant la date de référence ou dont le ministre a nommé les membres ou en a approuvé la nomination avant cette date — chargé de procéder à une évaluation décrite aux articles 92 ou 93 de la loi modifiée n'a pas, avant cette date, présenté au ministre de rapport d'évaluation, les faits suivants sont établis :

a) le comité est réputé constitué à cette date, selon le cas, au titre de l'article 92 de la loi modifiée ou au titre d'un accord conclu en vertu du sous-alinéa 93(1)a)(i) ou de l'alinéa 93(1)b) de la loi modifiée;

b) tout acte qui a été accompli relativement à l'évaluation par le comité ou en ce qui le concerne, avant cette date, et qui peut ou doit être accompli sous le régime de la loi modifiée est réputé, à compter de la même date, avoir été accompli sous le régime de la loi modifiée.

Évaluations régionales — rapport du comité présenté

(2) Si un comité — constitué par le ministre ou dont le ministre nomme les membres ou en approuve la nomination — chargé de procéder à une évaluation décrite aux articles 92 ou 93 de la loi modifiée a présenté au ministre son rapport d'évaluation avant la date de référence, le rapport est réputé présenté au titre du paragraphe 102(1) de la loi modifiée.

Évaluations régionales — rapport de l'Agence non présenté

310 (1) Si l'Agence a été autorisée par le ministre, avant la date de référence, à procéder à une évaluation décrite aux articles 92 ou 93 de la loi modifiée et qu'elle n'a pas, avant cette date, présenté au ministre de rapport d'évaluation, les faits suivants sont établis :

a) l'Agence est, à compter de cette date, réputée autorisée, au titre des articles 92 ou 93 de la loi modifiée, selon le cas, à procéder à une évaluation;

(b) everything that was done in respect of the assessment before that day by or in respect of the Agency is, if it may or must be done under the amended Act, deemed, as of that day, to have been done under the amended Act.

Regional assessments — Agency report provided

(2) If the Agency, having been authorized by the Minister to conduct an assessment described in section 92 or 93 of the amended Act, has, before the commencement day, provided a report to the Minister in respect of the assessment, the report is deemed to be a report provided under subsection 102(1) of the amended Act.

Strategic assessments — committee report not provided

311 (1) If a committee established by the Minister before the commencement day to conduct an assessment described in section 95 of the amended Act has not, before that day, provided a report to the Minister in respect of the assessment,

(a) the committee is deemed, on that day, to be established in accordance with section 95 of the amended Act; and

(b) everything that was done in respect of that assessment before that day by or in respect of the committee is, if it may or must be done under the amended Act, deemed, as of that day, to have been done under the amended Act.

Strategic assessments — committee report provided

(2) If a committee established by the Minister to conduct an assessment described in section 95 of the amended Act has, before the commencement day, provided a report to the Minister in respect of the assessment, the report is deemed to be a report provided under subsection 102(1) of the amended Act.

Strategic assessments — Agency report not provided

312 (1) If the Agency, having been authorized by the Minister before the commencement day to conduct an assessment described in section 95 of the amended Act, has not, before that day, provided a report to the Minister in respect of the assessment,

b) tout acte qui a été accompli relativement à l'évaluation par l'Agence ou en ce qui la concerne, avant cette date, et qui peut ou doit être accompli sous le régime de la loi modifiée est réputé, à compter de la même date, avoir été accompli sous le régime de la loi modifiée.

Évaluations régionales — rapport de l'Agence présenté

(2) Si l'Agence a été autorisée par le ministre à procéder à une évaluation décrite aux articles 92 ou 93 de la loi modifiée et qu'elle lui a présenté son rapport d'évaluation avant la date de référence, le rapport est réputé présenté au titre du paragraphe 102(1) de la loi modifiée.

Évaluations stratégiques — rapport du comité non présenté

311 (1) Si un comité — constitué par le ministre avant la date de référence — chargé de procéder à une évaluation décrite à l'article 95 de la loi modifiée n'a pas, avant cette date, présenté au ministre de rapport d'évaluation, les faits suivants sont établis :

a) le comité est réputé constitué au titre de l'article 95 de la loi modifiée à cette date;

b) tout acte qui a été accompli relativement à l'évaluation par le comité ou en ce qui le concerne, avant cette date, et qui peut ou doit être accompli sous le régime de la loi modifiée est réputé, à compter de la même date, avoir été accompli sous le régime de la loi modifiée.

Évaluations stratégiques — rapport du comité présenté

(2) Si un comité — constitué par le ministre — chargé de procéder à une évaluation décrite à l'article 95 de la loi modifiée a présenté au ministre son rapport d'évaluation avant la date de référence, le rapport est réputé présenté au titre du paragraphe 102(1) de la loi modifiée.

Évaluations stratégiques — rapport de l'Agence non présenté

312 (1) Si l'Agence a été autorisée par le ministre, avant la date de référence, à procéder à une évaluation décrite à l'article 95 de la loi modifiée et qu'elle n'a pas, avant cette date, présenté au ministre de rapport d'évaluation, les faits suivants sont établis :

(a) the Agency is deemed, as of that day, to be authorized under section 95 of the amended Act to conduct that assessment; and

(b) everything that was done in respect of that assessment before that day by or in respect of the Agency is, if it may or must be done under the amended Act, deemed, as of that day, to have been done under the amended Act.

Strategic assessments – Agency report provided

(2) If the Agency, having been authorized by the Minister to conduct an assessment described in section 95 of the amended Act, has, before the commencement day, provided a report to the Minister in respect of the assessment, the report is deemed to be a report provided under subsection 102(1) of the amended Act.

Time limit – response to request for assessment

313 Despite section 8 of the *Information and Management of Time Limits Regulations*, for the purpose of subsection 97(1) of the amended Act, if, in respect of a request that an assessment described in section 92, 93 or 95 of the amended Act be conducted, the Minister has not responded before the commencement day, the Minister must respond within 90 days after that day.

Agreements or arrangements

314 (1) Any agreement or arrangement described in paragraph 114(1)(c) or (f) of the amended Act that was entered into by the Minister before the commencement day is deemed, as of that day, to be an agreement or arrangement entered into under paragraph 114(1)(c) or (f) of the amended Act, as the case may be.

International agreements or arrangements

(2) Any agreement or arrangement described in subsection 114(2) of the amended Act that was entered into by the Minister and the Minister of Foreign Affairs before the commencement day is deemed, as of that day, to be an agreement or arrangement entered into under subsection 114(2) of the amended Act.

Non-application

(3) Subsection 114(3) of the amended Act does not apply in respect of the agreements or arrangements referred to in subsections (1) and (2).

a) l'Agence est, à compter de cette date, réputée autorisée, au titre de l'article 95 de la loi modifiée, à procéder à l'évaluation;

b) tout acte qui a été accompli relativement à l'évaluation par l'Agence ou en ce qui la concerne, avant cette date, et qui peut ou doit être accompli sous le régime de la loi modifiée est réputé, à compter de la même date, avoir été accompli sous le régime de la loi modifiée.

Évaluations stratégiques – rapport de l'Agence présenté

(2) Si l'Agence a été autorisée par le ministre à procéder à une évaluation décrite à l'article 95 de la loi modifiée et qu'elle lui a présenté son rapport d'évaluation avant la date de référence, le rapport est réputé présenté au titre du paragraphe 102(1) de la loi modifiée.

Délai – réponse à une demande d'évaluation

313 Malgré l'article 8 du *Règlement sur les renseignements et la gestion des délais*, le ministre, pour l'application du paragraphe 97(1) de la loi modifiée, répond dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de référence à la demande de procéder à une évaluation décrite aux articles 92, 93 ou 95 de la loi modifiée à laquelle il n'a pas répondu avant cette date.

Accords

314 (1) Tout accord décrit aux alinéas 114(1)c) ou f) de la loi modifiée qui a été conclu par le ministre, avant la date de référence, est réputé, à compter de cette date, conclu au titre des alinéas 114(1)c) ou f) de la loi modifiée, selon le cas.

Accords internationaux

(2) Tout accord décrit au paragraphe 114(2) de la loi modifiée qui a été conclu par le ministre et le ministre des Affaires étrangères, avant la date de référence, est réputé, à compter de cette date, conclu au titre du paragraphe 114(2) de la loi modifiée.

Non-application

(3) Le paragraphe 114(3) de la loi modifiée ne s'applique pas aux accords visés aux paragraphes (1) et (2).

Cost Recovery Regulations

315 The *Cost Recovery Regulations*, as they read on August 27, 2019, registered as SOR/2012-146, are deemed to be made by the Governor in Council, under section 109 of the amended Act, on the commencement day.

Physical Activities Regulations

316 The *Physical Activities Regulations*, as published in the *Canada Gazette*, Part II, on August 21, 2019 but with the amendments set out in section 93 of the *Cross-border Movement of Hazardous Waste and Hazardous Recyclable Material Regulations*, as published in the *Canada Gazette*, Part II, on March 17, 2021, and section 1 of the *Regulations Amending and Repealing Certain Department of the Environment Regulations (Miscellaneous Program)*, as published in the *Canada Gazette*, Part II, on April 12, 2023, are deemed

- (a) to be made by the Governor in Council, under sections 109 and 188 of the amended Act, on the commencement day;
- (b) to be registered as SOR/2019-285;
- (c) to designate physical activities, or classes of physical activities, the carrying out of which may, in the Governor in Council's opinion, cause adverse effects within federal jurisdiction or direct or incidental adverse effects; and
- (d) despite section 5 of the *Physical Activities Regulations*, as so published, to come into force on the commencement day.

Information and Management of Time Limits Regulations

317 The *Information and Management of Time Limits Regulations*, as published in the *Canada Gazette*, Part II, on August 21, 2019, are deemed

- (a) to be made by the Minister, under section 112 of the amended Act, on the commencement day;
- (b) to be registered as SOR/2019-283; and
- (c) despite section 10 of the *Information and Management of Time Limits Regulations*, as

Règlement sur le recouvrement des frais

315 Le *Règlement sur le recouvrement des frais*, dans sa version au 27 août 2019, enregistré sous le numéro DORS/2012-146, est réputé être pris à la date de référence par le gouverneur en conseil en vertu de l'article 109 de la loi modifiée.

Règlement sur les activités concrètes

316 Le *Règlement sur les activités concrètes*, tel qu'il a été publié dans la Partie II de la *Gazette du Canada* le 21 août 2019 mais avec les modifications prévues à l'article 93 du *Règlement sur les mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de matières recyclables dangereuses*, tel qu'il a été publié dans la Partie II de la *Gazette du Canada* le 17 mars 2021, et à l'article 1 du *Règlement correctif visant la modification et l'abrogation de certains règlements (ministère de l'Environnement)*, tel qu'il a été publié dans la Partie II de la *Gazette du Canada* le 12 avril 2023, est réputé, à la fois :

- a) être pris par le gouverneur en conseil, à la date de référence, en vertu des articles 109 et 188 de la loi modifiée;
- b) être enregistré sous le numéro DORS/2019-285;
- c) désigner des activités concrètes — ou des catégories d'activités concrètes — dont l'exercice peut, de l'avis du gouverneur en conseil, entraîner des effets négatifs relevant d'un domaine de compétence fédérale ou des effets directs ou accessoires négatifs;
- d) malgré l'article 5 du *Règlement sur les activités concrètes*, tel qu'il a été publié, entrer en vigueur à la date de référence.

Règlement sur les renseignements et la gestion des délais

317 Le *Règlement sur les renseignements et la gestion des délais*, tel qu'il a été publié dans la Partie II de la *Gazette du Canada* le 21 août 2019, est réputé, à la fois :

- a) être pris par le ministre, à la date de référence, en vertu de l'article 112 de la loi modifiée;
- b) être enregistré sous le numéro DORS/2019-283;

so published, to come into force on the commencement day.

Regulations Respecting Excluded Physical Activities (Newfoundland and Labrador Offshore Exploratory Wells)

318 (1) The *Regulations Respecting Excluded Physical Activities (Newfoundland and Labrador Offshore Exploratory Wells)*, as posted on the Internet site on June 4, 2020, are deemed

(a) to be made by the Minister, under paragraph 112(1)(a.2) of the amended Act, on the commencement day; and

(b) despite section 4 of the *Regulations Respecting Excluded Physical Activities (Newfoundland and Labrador Offshore Exploratory Wells)*, as so posted, to come into force on the commencement day.

(2) The Minister is deemed, for the purpose of subsection 112(2) of the amended Act, to have considered an assessment described in section 92 or 93 of the amended Act that is in relation to the physical activities or classes of physical activities designated in the *Regulations Respecting Excluded Physical Activities (Newfoundland and Labrador Offshore Exploratory Wells)*.

Regulations

319 The Governor in Council may make any regulations that the Governor in Council considers necessary to provide for any other transitional matter arising from the coming into force of this Division.

DIVISION 29

R.S., c. J-1.

Judges Act

320 [Amendments]

DIVISION 30

R.S., c. T-2.

Tax Court of Canada Act

321 [Amendments]

c) malgré l'article 10 du *Règlement sur les renseignements et la gestion des délais*, tel qu'il a été publié, entrer en vigueur à la date de référence.

Règlement visant des activités concrètes exclues (puits d'exploration au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador)

318 (1) Le *Règlement visant des activités concrètes exclues (puits d'exploration au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador)*, tel qu'il a été publié sur le site Internet le 4 juin 2020, est réputé, à la fois :

a) être pris par le ministre, à la date de référence, en vertu de l'alinéa 112(1)a.2) de la loi modifiée;

b) malgré l'article 4 du *Règlement visant des activités concrètes exclues (puits d'exploration au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador)*, tel qu'il a été publié, entrer en vigueur à la date de référence.

(2) Pour l'application du paragraphe 112(2) de la loi modifiée, le ministre est réputé avoir pris en compte une évaluation décrite aux articles 92 ou 93 de la loi modifiée à l'égard des activités concrètes ou catégories d'activités concrètes désignées par le *Règlement visant des activités concrètes exclues (puits d'exploration au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador)*.

Règlements

319 Le gouverneur en conseil peut prendre les règlements qu'il estime nécessaires en ce qui concerne toute autre mesure transitoire qui découle de l'entrée en vigueur de la présente section.

SECTION 29

L.R., ch. J-1.

Loi sur les juges

320 [Modifications]

SECTION 30

L.R., ch. T-2.

Loi sur la Cour canadienne de l'impôt

321 [Modifications]

DIVISION 31

R.S., c. F-27.

Food and Drugs Act

Amendments to the Act

322 [Amendments]

323 [Amendments]

324 [Amendments]

325 [Amendments]

326 [Amendments]

327 [Amendments]

328 [Amendments]

329 [Amendments]

330 [Amendments]

331 [Amendments]

Transitional Provision

Marketing authorizations

332 Marketing authorizations issued under section 30.2 or 30.3 of the *Food and Drugs Act*, as those sections read immediately before the day on which section 330 comes into force, that have not been repealed before that day are deemed to be made under subsection 30.05(1) of that Act.

Coming into Force

Order in council

***333** Subsection 325(2), sections 327 and 330 and subsection 331(2) come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Subsection 325(2), sections 327 and 330 and subsection 331(2) not in force.]

SECTION 31

L.R., ch. F-27.

Loi sur les aliments et drogues

Modification de la loi

322 [Modifications]

323 [Modifications]

324 [Modifications]

325 [Modifications]

326 [Modifications]

327 [Modifications]

328 [Modifications]

329 [Modifications]

330 [Modifications]

331 [Modifications]

Disposition transitoire

Autorisations de mise en marché

332 Les autorisations de mise en marché délivrées en vertu des articles 30.2 ou 30.3 de la *Loi sur les aliments et drogues*, dans leur version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 330, qui n'ont pas été abrogées avant cette date sont réputées avoir été délivrées en vertu du paragraphe 30.05(1) de cette loi.

Entrée en vigueur

Décret

***333** Le paragraphe 325(2), les articles 327 et 330 et le paragraphe 331(2) entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note: Paragraphe 325(2), articles 327 et 330 et paragraphe 331(2) non en vigueur.]

DIVISION 32

1997, c. 13; 2018, c. 9, s. 2.

Tobacco and Vaping Products Act

Amendment to the Act

334 [Amendments]

Coordinating Amendment

335 [Amendments]

DIVISION 33

R.S., c. C-46.

Criminal Code (Criminal Interest Rate)

Amendments to the Act

336 [Amendments]

337 [Amendments]

Coordinating Amendments

338 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

339 (1) Subsections 336(1) and (2) and section 337 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Subsections 336(1) and (2) and section 337 not in force.]

30th day after royal assent

(2) Subsection 336(3) comes into force on the 30th day after the day on which this Act receives royal assent.

SECTION 32

1997, ch. 13; 2018, ch. 9, art. 2.

Loi sur le tabac et les produits de vapotage

Modification de la loi

334 [Modifications]

Disposition de coordination

335 [Modifications]

SECTION 33

L.R., ch. C-46.

Code criminel (taux d'intérêt criminel)

Modification de la loi

336 [Modifications]

337 [Modifications]

Dispositions de coordination

338 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

339 (1) Les paragraphes 336(1) et (2) et l'article 337 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Paragraphes 336(1) et (2) et article 337 non en vigueur.]

Trentième jour après la sanction

(2) Le paragraphe 336(3) entre en vigueur le trentième jour suivant la date de sanction de la présente loi.

DIVISION 34

Money Laundering, Terrorist Financing, Sanctions Evasion and Other Measures

SUBDIVISION A

2000, c. 17; 2001, c. 41, s. 48.

Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act

Amendments to the Act

340 [Amendments]

341 [Amendments]

342 [Amendments]

343 [Amendments]

344 [Amendments]

345 [Amendments]

346 [Amendments]

Consequential Amendments

2000, c. 5.

Personal Information Protection and Electronic Documents Act

347 [Amendments]

SOR/2002-412.

Cross-border Currency and Monetary Instruments Reporting Regulations

348 [Amendments]

Coordinating Amendments

349 [Amendments]

350 [Amendments]

SECTION 34

Recyclage des produits de la criminalité, financement des activités terroristes, contournement de sanctions et autres mesures

SOUS-SECTION A

2000, ch. 17; 2001, ch. 41, art. 48.

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

Modification de la loi

340 [Modifications]

341 [Modifications]

342 [Modifications]

343 [Modifications]

344 [Modifications]

345 [Modifications]

346 [Modifications]

Modifications corrélatives

2000, ch. 5.

Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques

347 [Modifications]

DORS/2002-412.

Règlement sur la déclaration des mouvements transfrontaliers d'espèces et d'effets

348 [Modifications]

Dispositions de coordination

349 [Modifications]

350 [Modifications]

Coming into Force

Royal assent or July 1, 2024

351 (1) Subsections 340(1) and (3) and section 348 come into force on the later of July 1, 2024 and the day on which this Act receives royal assent.

Order in council

***(2) Subsections 340(2) and (4) and 342(2) come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Subsections 340(2) and (4) and 342(2) not in force.]

Order in council

***(3) Sections 341, 344 and 347 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 341, 344 and 347 not in force.]

Order in council

***(4) Section 346 comes into force on day to be fixed by order of the Governor in Council but that day must not be before the day on which section 182 of the *Budget Implementation Act, 2023, No. 1* comes into force.**

* [Note: Section 346 not in force.]

SUBDIVISION B

Income Tax Act and Excise Tax Act

R.S., c. 1 (5th Supp.).

Income Tax Act

352 [Amendments]

353 [Amendments]

R.S., c. E-15.

Excise Tax Act

354 [Amendments]

355 [Amendments]

Entrée en vigueur

Sanction ou 1^{er} juillet 2024

351 (1) Les paragraphes 340(1) et (3) et l'article 348 entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2024 ou, si elle est postérieure, à la date de sanction de la présente loi.

Décret

***(2) Les paragraphes 340(2) et (4) et 342(2) entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note : Paragraphes 340(2) et (4) et 342(2) non en vigueur.]

Décret

***(3) Les articles 341, 344 et 347 entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note : Articles 341, 344 et 347 non en vigueur.]

Décret

***(4) L'article 346 entre en vigueur à la date fixée par décret, laquelle ne peut être antérieure à la date de l'entrée en vigueur de l'article 182 de la *Loi n° 1 d'exécution du budget de 2023*.**

* [Note : Article 346 non en vigueur.]

SOUS-SECTION B

Loi de l'impôt sur le revenu et Loi sur la taxe d'accise

L.R., ch. 1 (5^e suppl.).

Loi de l'impôt sur le revenu

352 [Modifications]

353 [Modifications]

L.R., ch. E-15.

Loi sur la taxe d'accise

354 [Modifications]

355 [Modifications]

SUBDIVISION C

R.S., c. C-46.

Criminal Code

Amendments to the Act

356 [Amendments]

357 [Amendments]

358 [Amendments]

359 [Amendments]

360 [Amendments]

361 [Amendments]

362 [Amendments]

363 [Amendments]

364 [Amendments]

365 [Amendments]

366 [Amendments]

Coming into Force

90th day after royal assent

367 This Subdivision comes into force on the 90th day after the day on which this Act receives royal assent.

DIVISION 35

R.S., c. C-46.

Criminal Code (Motor Vehicle Theft)

Amendments to the Act

368 [Amendments]

369 [Amendments]

370 [Amendments]

371 [Amendments]

372 [Amendments]

373 [Amendments]

SOUS-SECTION C

L.R., ch. C-46.

Code criminel

Modification de la loi

356 [Modifications]

357 [Modifications]

358 [Modifications]

359 [Modifications]

360 [Modifications]

361 [Modifications]

362 [Modifications]

363 [Modifications]

364 [Modifications]

365 [Modifications]

366 [Modifications]

Entrée en vigueur

Quatre-vingt-dixième jour après la sanction

367 La présente sous-section entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date de sanction de la présente loi.

SECTION 35

L.R., ch. C-46.

Code criminel (vol de véhicules à moteur)

Modification de la loi

368 [Modifications]

369 [Modifications]

370 [Modifications]

371 [Modifications]

372 [Modifications]

373 [Modifications]

374 [Amendments]

Consequential Amendments

R.S., c. C-44; 1994, c. 24, s. 1(F).

Canada Business Corporations Act

375 [Amendments]

2000, c. 17; 2001, c. 41, s. 48.

Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act

376 [Amendments]

2000, c. 24.

Crimes Against Humanity and War Crimes Act

377 [Amendments]

Coordinating Amendments

378 [Amendments]

Coming into Force

30th day after royal assent

379 This Division, other than section 378, comes into force on the 30th day after the day on which this Act receives royal assent.

DIVISION 36

R.S., c. R-2; 1989, c. 17, s. 2.

Radiocommunication Act

380 [Amendments]

381 [Amendments]

382 [Amendments]

DIVISION 37

1993, c. 38.

Telecommunications Act

Amendments to the Act

383 [Amendments]

374 [Modifications]

Modifications corrélatives

L.R., ch. C-44; 1994, ch. 24, art. 1(F).

Loi canadienne sur les sociétés par actions

375 [Modifications]

2000, ch. 17; 2001, ch. 41, art. 48.

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

376 [Modifications]

2000, ch. 24.

Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre

377 [Modifications]

Dispositions de coordination

378 [Modifications]

Entrée en vigueur

Trentième jour suivant la sanction

379 La présente section, à l'exception de l'article 378, entre en vigueur le trentième jour suivant la date de sanction de la présente loi.

SECTION 36

L.R., ch. R-2; 1989, ch. 17, art. 2.

Loi sur la radiocommunication

380 [Modifications]

381 [Modifications]

382 [Modifications]

SECTION 37

1993, ch. 38.

Loi sur les télécommunications

Modification de la loi

383 [Modifications]

Coming into Force

Order in council

384 This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Division 37 not in force.]

DIVISION 38

Immigrant Stations

1992, c. 20.

Corrections and Conditional Release Act

385 [Amendments]

386 [Amendments]

387 [Amendments]

388 [Amendments]

389 [Amendments]

2001, c. 27.

Immigration and Refugee Protection Act

390 [Amendments]

Transitional Provision

391 On the coming into force of section 389, any arrangement entered into under section 94.3 of *Corrections and Conditional Release Act* that is still in effect is terminated and any designation made under subsection 94.4(1) of that Act is revoked.

Coordinating Amendment

392 [Amendments]

Coming into Force

Fifth anniversary of royal assent

393 Subsection 385(2), sections 387 and 389 and subsection 390(2) come into force on the fifth anniversary of the day on which this Act receives royal assent.

Entrée en vigueur

Décret

384 La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Section 37 non en vigueur.]

SECTION 38

Postes d'attente

1992, ch. 20.

Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

385 [Modifications]

386 [Modifications]

387 [Modifications]

388 [Modifications]

389 [Modifications]

2001, ch. 27.

Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés

390 [Modifications]

Disposition transitoire

391 À l'entrée en vigueur de l'article 389, toute entente encore en vigueur conclue en vertu de l'article 94.3 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* prend fin et toute désignation faite en vertu du paragraphe 94.4(1) de cette loi est révoquée.

Disposition de coordination

392 [Modifications]

Entrée en vigueur

Cinquième anniversaire de la sanction

393 Le paragraphe 385(2), les articles 387 et 389 et le paragraphe 390(2) entrent en vigueur au cinquième anniversaire de la sanction de la présente loi.

DIVISION 39

Measures Related to Public Debt and the Borrowing of Money

SUBDIVISION A

R.S., c. F-11.

Financial Administration Act

394 [Amendments]

SUBDIVISION B

2017, c. 20, s. 103.

Borrowing Authority Act

Amendment to the Act

395 [Amendments]

Coordinating Amendments

396 [Amendments]

DIVISION 40

Legislation Related to Financial Institutions (Diversity Disclosure)

1991, c. 45.

Trust and Loan Companies Act

397 [Amendments]

1991, c. 46.

Bank Act

398 [Amendments]

399 [Amendments]

1991, c. 47.

Insurance Companies Act

400 [Amendments]

SECTION 39

Mesures relatives à la dette publique et à l'emprunt de fonds

SOUS-SECTION A

L.R., ch. F-11.

Loi sur la gestion des finances publiques

394 [Modifications]

SOUS-SECTION B

2017, ch. 20, art. 103.

Loi autorisant certains emprunts

Modification de la loi

395 [Modifications]

Dispositions de coordination

396 [Modifications]

SECTION 40

Lois relatives aux institutions financières (communication de renseignements relatifs à la diversité)

1991, ch. 45.

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt

397 [Modifications]

1991, ch. 46.

Loi sur les banques

398 [Modifications]

399 [Modifications]

1991, ch. 47.

Loi sur les sociétés d'assurances

400 [Modifications]

401 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***402 This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Division 40 not in force.]

DIVISION 41

Legislation Related to Financial Institutions (Sunset Provisions)

1991, c. 45.

Trust and Loan Companies Act

403 [Amendments]

1991, c. 46.

Bank Act

404 [Amendments]

405 [Amendments]

1991, c. 47.

Insurance Companies Act

406 [Amendments]

407 [Amendments]

DIVISION 42

Measures Related to the Canada Disability Benefit

R.S., c. F-7; 2002, c. 8, s. 14.

Federal Courts Act

408 [Amendments]

401 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***402 La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note : Section 40 non en vigueur.]

SECTION 41

Lois relatives aux institutions financières (dispositions de temporarisation)

1991, ch. 45.

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt

403 [Modifications]

1991, ch. 46.

Loi sur les banques

404 [Modifications]

405 [Modifications]

1991, ch. 47.

Loi sur les sociétés d'assurances

406 [Modifications]

407 [Modifications]

SECTION 42

Mesures relatives à la prestation canadienne pour les personnes handicapées

L.R., ch. F-7; 2002, ch. 8, art. 14.

Loi sur les Cours fédérales

408 [Modifications]

R.S., c. T-2.

Tax Court of Canada Act

409 [Amendments]

410 [Amendments]

2005, c. 34; 2013, c. 40, s. 205.

Department of Employment and Social Development Act

411 [Amendments]

Coordinating Amendment

412 [Amendments]

DIVISION 43

1996, c. 19.

Controlled Drugs and Substances Act

Amendments to the Act

413 [Amendments]

414 [Amendments]

415 [Amendments]

Transitional Provisions

Definitions

416 The following definitions apply in this section and sections 417 to 419.

commencement day means the day on which subsection 413(4) and sections 414 and 415 come into force. (*date de référence*)

previous version means the *Controlled Drugs and Substances Act*, as it reads immediately before commencement day. (*version antérieure*)

regulatory scheme means regulations that are made under subsection 55(1) of the *Controlled Drugs and Substances Act*, as it reads on the day on which this section comes into force, respecting authorizations for activities that could be allowed under an exemption granted under

L.R., ch. T-2.

Loi sur la Cour canadienne de l'impôt

409 [Modifications]

410 [Modifications]

2005, ch. 34; 2013, ch. 40, art. 205.

Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social

411 [Modifications]

Disposition de coordination

412 [Modifications]

SECTION 43

1996, ch. 19.

Loi réglementant certaines drogues et autres substances

Modification de la loi

413 [Modifications]

414 [Modifications]

415 [Modifications]

Dispositions transitoires

Définitions

416 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 417 à 419.

date de référence La date d'entrée en vigueur du paragraphe 413(4) et des articles 414 et 415. (*commencement day*)

régime réglementaire S'entend des règlements pris en vertu du paragraphe 55(1) de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, dans sa version à la date d'entrée en vigueur du présent article, concernant les autorisations relatives à des activités qui pourraient être permises au titre d'une exemption accordée en vertu du paragraphe 56.1(1) de la version antérieure. (*regulatory scheme*)

subsection 56.1(1) of the previous version. (*régime réglementaire*)

Exemptions

417 (1) An exemption granted under subsection 56.1(1) of the previous version that is valid immediately before commencement day is deemed to be an authorization issued under the regulatory scheme on that day.

Validity period

(2) Subsection (1) does not have the effect of extending the validity period of the exemption.

Terms and conditions

(3) For greater certainty, the terms and conditions of the exemption are terms and conditions of the authorization. However, if there is a conflict between any of those terms and conditions and a requirement of the regulatory scheme, the requirement of the regulatory scheme prevails to the extent of the conflict.

Applications

418 If an application for an exemption under subsection 56.1(1) of the previous version is submitted before commencement day and the minister responsible for the previous version has not, before that day, made a decision in relation to the application, the application is deemed to have been submitted on that day as an application for an authorization under the regulatory scheme.

Regulations

419 The Governor in Council may make any regulations that the Governor in Council considers necessary to provide for any other transitional matter arising from the coming into force of the regulatory scheme.

Coming into Force

Order in council

***420** Subsection 413(4) and sections 414 and 415 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Subsection 413(4) and sections 414 and 415 not in force.]

version antérieure La Loi réglementant certaines drogues et autres substances dans sa version antérieure à la date de référence. (*previous version*)

Exemptions

417 (1) L'exemption accordée en vertu du paragraphe 56.1(1) de la version antérieure qui est valide immédiatement avant la date de référence est réputée être une autorisation délivrée à cette date au titre du régime réglementaire.

Période de validité

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet de prolonger la période de validité de l'exemption qui y est visée.

Conditions

(3) Il est entendu que l'autorisation est assortie des mêmes conditions que l'exemption. Les exigences du régime réglementaire l'emportent néanmoins sur toute condition incompatible de l'autorisation.

Demandes

418 La demande d'exemption visée au paragraphe 56.1(1) de la version antérieure qui a été présentée avant la date de référence et à l'égard de laquelle le ministre chargé de la version antérieure n'a pas, avant cette date, pris de décision est réputée être une demande d'autorisation présentée à cette date au titre du régime réglementaire.

Règlements

419 Le gouverneur en conseil peut prendre les règlements qu'il estime nécessaires concernant toute autre mesure transitoire qui découle de l'entrée en vigueur du régime réglementaire.

Entrée en vigueur

Décret

***420** Le paragraphe 413(4) et les articles 414 et 415 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note: Paragraphe 413(4) et articles 414 et 415 non en vigueur.]